



**ARRETE DE PROLONGATION ET DE MODIFICATION
DE L'ARRÊTE N°24-001 du 2 janvier 2024
PORTANT REGLEMENTATION PROVISOIRE
DU STATIONNEMENT DES VEHICULES
SUR L'AVENUE CHARLES DE GAULLE
JUSQU'AU JEUDI 29 FEVRIER 2024
EN RAISON DE TRAVAUX**

Le Maire de la ville de TULLE,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2,
- Vu le Code de la route notamment ses articles R 411-2, R 411-3, R 411-4, R 411-5, R 411-7, R 411-8,
- Vu la demande présentée par la SCI B52, représentée par M. GIANOTTI Pierre, située 7 place Clément Simon 19000 TULLE, (sous-traitant : ENTREPRISE GUILLAUME RAFFIER - 178 route nationale 89 - 19600 ST PANTALEON DE LARCHE), afin de lui permettre d'effectuer des travaux de plaquiste et de peinture au n°7 Place Clément Simon ;
- Considérant qu'il convient, par mesure de sécurité de réglementer provisoirement le stationnement de tous les véhicules sur la zone précitée.

ARRÊTE

ARTICLE-1 : L'arrêté municipal n°24-001 du 2 janvier 2024 est prolongé jusqu'au jeudi 29 février 2024, le stationnement de tous véhicules sera interdit sur l'avenue Charles de Gaulle, sur deux places de stationnement en épi au droit de la place Monseigneur Berteaud (face à Orfèves), afin de permettre au demandeur de stationner un Renault Kangoo (BX751DX) et une Citroën Berlingo (AY108ST), pour effectuer des travaux de plaquiste et de peinture au n°7 Place Clément Simon.
Un panneau B6a1 matérialisera cette interdiction.

Accès libre aux véhicules de secours et d'urgence.

ARTICLE-2 : La signalisation réglementaire appropriée matérialisant la prescription énoncée ci avant sera mise en place par le demandeur, sous contrôle du service Sécurité Domaine Public.

ARTICLE-3 : Ces dispositions seront applicables dès la signature du présent arrêté et la mise en place de la signalisation routière.

ARTICLE-4 : Les véhicules ne respectant pas les dispositions prévues ci-dessus seront considérés comme gênants. Ils pourront être enlevés et mis en fourrière, aux frais de leurs propriétaires.

ARTICLE-5 : Le présent arrêté est publié et affiché dans la commune de Tulle.

ARTICLE-6 : Copie du présent arrêté est adressé à : Demandeur - Services Techniques - Hôtel de police - Presse - Smur - Samu - Centre de Secours - Tulle aggro Service Transport

ARTICLE-7 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et sanctionnées conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE-8 : Les piétons, conducteurs de véhicules et le demandeur sont tenus de se conformer aux prescriptions supplémentaires qui pourraient leur être données par les agents des services de police nationale et municipale (Sécurité Domaine Public).

ARTICLE-9 : Monsieur Le Directeur Général des Services de la ville de TULLE et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE-10 : Conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, devant le tribunal administratif de Limoges par courrier postal à l'adresse suivante : 1, cours Vergniaud CS 40410, 87100 LIMOGES CEDEX. Le tribunal administratif de Limoges peut être saisi par l'application Télérecours accessible par le site <https://www.telerecours.fr> . Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de Tulle. Cette démarche interrompt le délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant une décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant le délai de deux mois valant décision implicite de rejet).

TULLE, le mercredi 31 janvier 2024

Le Maire-adjoint,

Michel BOUYOU

